

FACE À LA CHUTE DES COURS DU PÉTROLE

Le plan de 150 milliards de dollars est-il pertinent ?

Dans un contexte marqué par une crise financière mondiale grave et où l'on assiste à un effondrement vertigineux des cours du baril, l'Algérie compte consacrer entre 100 et 150 milliards de dollars dans le cadre du plan quinquennal (2009/2013), dont on ignore encore les détails. Les experts économistes ne souhaitent pas encore trop commenter cette information que certains considèrent comme un effet d'annonce.

Lyès Menacer - Alger (Le Soir) - Dans son intervention devant les députés la semaine dernière, le Premier ministre, M. Ahmed Ouyahia, a déclaré que l'effort de l'Etat se poursuivra inlassablement pour la réalisation des projets d'infrastructures publiques (routes, hôpitaux, écoles, etc.), durant le prochain quinquennat. Pour ce faire, une enveloppe financière avoisinant les 150 milliards de dollars sera dégagée par l'Etat entre 2009 et 2013.

Cette option sert-elle vraiment les intérêts économiques de l'Algérie ? Va-

t-elle permettre à notre pays de se doter d'une véritable économie, créatrice de plus d'emplois et de richesses ?

Interrogés sur le sujet, M. Abdelhak Lamiri, professeur et également chercheur en économie, a déclaré qu'«il faut attendre de connaître les détails de ce plan pour pouvoir le commenter. Mais si l'Etat compte orienter une grande partie de cette importante enveloppe pour le développement humain, pour la création et la relance des petites et moyennes entreprises, je dirai que cela vaut la peine.

Autrement dit, si l'argent va servir à la création d'environ un million d'emplois et de 800 000 nouvelles petites et moyennes entreprises, l'on ne peut qu'être rassuré car cela permettrait à l'Algérie de disposer d'une économie forte et créatrice de plus-value». Dans le cas contraire, l'économie algérienne risquerait de s'enfoncer davantage dans sa dépendance vis-à-vis des hydrocarbures qui constituent actuellement le gros de nos revenus en exportations à hauteur de 98%, indique encore M. Lamiri. D'où la nécessité et surtout l'urgence, selon lui, pour l'Algérie de «réorienter ses ressources pour la modernisation de l'appareil de production économique (celui des PME/PMI), et la revalorisation de la ressource humaine en engageant des partenariats lourds dans le domaine de l'enseignement et la forma-

tion des capacités managériales, etc.». Pour sa part, le président de la Confédération nationale du patronat algérien, M. Naït Abdelaziz, également joint par téléphone, déclare qu'«il ne s'agit là que d'un deuxième plan qui vient en complément du premier», celui du second mandat de l'actuel président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, invité par ses partisans de l'alliance à briguer un troisième mandat, dont les élections sont prévues pour avril 2009.

«Ce plan s'inscrit dans la continuité de ce qui a été déjà fait durant ces dernières années car il y a une réelle volonté politique de maintenir le cap sur le développement national.

C'est la meilleure manière d'atteindre un véritable équilibre régional. Je pense que ce futur plan va assurer un développement cohérent de notre pays et qui, par ricochet,

va créer de nouveaux postes d'emploi. J'estime aussi que ce plan sera plus efficace et réussi s'il intègre en son sein la prise en charge des petites et moyennes entreprises qui nécessitent, elles aussi, un intérêt particulier», explique notre interlocuteur.

Ce dernier ne cache, toutefois, pas ses inquiétudes devant la gravité de la crise financière mondiale et la dégringolade des prix du pétrole qui ont chuté jusqu'à 35 dollars le baril, malgré la récente décision de l'Opep de réduire sa production de 2,2 millions de barils/jour d'un seul coup. A ce propos, M. Naït Abdelaziz déclare que c'est le moment ou jamais pour l'ensemble des acteurs économiques de dégager un consensus et mettre les mécanismes adéquats pour développer une économie hors hydrocarbures. «Il faut penser à

réduire nos importations, notamment celles des médicaments et des certains produits agroalimentaires dont 60% sont inutiles pour le consommateur algérien. Il faut profiter de la disponibilité de suffisamment de réserves de change pour tirer notre épingle du jeu en les mobilisant d'une manière rationnelle et réfléchie», conclut-il.

D'autres économistes ont refusé catégoriquement de se prononcer tant que les détails du plan annoncé par Ouyahia ne sont toujours pas connus. «On ne peut rien dire sur ce plan sans prendre en considération ses détails, l'évolution des cours du baril pour l'année 2009 et celle de la crise financière mondiale pour les mois à venir», a répondu Abdelmadjid Bouzidi, professeur et conseiller en économie.

L. M.

OPEP

La réduction décidée semble inopérante

Les prix du pétrole poursuivent leur chute vertigineuse, à près de 30 dollars, malgré la réduction substantielle décidée par l'Opep. Ces cours sont-ils condamnés, fatalement, à dégringoler ? L'incertitude demeure.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - La réduction décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), réunie mercredi dernier à Oran, en conférence extraordinaire, semble, au moins à court terme, inopérante sur la volatilité des cours de l'or noir.

Ces cours ont chuté, en fin de semaine, jusqu'à 32,40 dollars (clôture à 33,87 dollars) le baril du light sweet crude, pour livraison en janvier à New York.

A Londres, les cours étaient légèrement en hausse, à 44,05 le baril du Brent en cours de journée. En décidant de réduire sa production de 2,2 millions de barils/j, dès le 1^{er} janvier 2009, l'Opep n'a pu impacter donc sur les cours de l'or noir.

La spéculation en cause

Ces prix ont poursuivi leur dégringolade, encouragés par une importante spéculation vendeuse sur le pétrole livrable en janvier.

Cela même si le contrat pour livraison en février, qui fera référence dès lundi, a terminé en hausse à 42,36 dollars.

En d'autres termes, l'Opep, qui produisait 27,3 millions de barils/jour à la date de mercredi dernier, semble impuissante face à la spéculation qu'elle ne peut contrôler au demeurant.

Une spéculation qui impacte directement sur la volatilité et le yo-yo des cours. Ce qui a été

même reconnu même par les pays consommateurs, réunis vendredi dernier à Londres en conférence avec les pays producteurs.

Et cela d'autant que l'Opep, qui fournit quelque 43% de la production mondiale de brut, ne bénéficie pas, semble-t-il, de toute la sollicitude et soutien effectif des autres producteurs (Russie notamment) malgré leurs velléités exprimées à Oran.

La capacité de l'Opep en question

De fait, c'est la capacité de l'Opep à appliquer ses engagements, dans les délais et intégralement, qui soulève les questionnements, d'autant que la réduction précédente qu'elle avait décidée (de 1,5 million de barils/j) n'a pas été effectivement appliquée.

Et ce qui se posera également pour cette troisième baisse de production dont il faudra attendre l'application en janvier ainsi que la réaction à retardement du marché. Et cela même si l'Opep «abaissera sa production jusqu'à ce que les prix se stabilisent» comme l'a assuré, vendredi à Londres, le président en exercice de cette organisation, le ministre algérien de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil.

Et que pour le même Chakib Khelil, c'est la spéculation financière qui est la cause en grande partie de ce qui s'est passée en 2008 et ce qui se passe actuellement. «Je pense que la question



Photo: DR

que les gens ne se posent pas, c'est où en seraient les prix si nous n'avions pas pris la décision en septembre de réduire (la production) de 500 000 barils par jour et si nous n'avions pas décidé en octobre de (la) baisser de 1,5 million de barils par jour», assénerait-il en ajoutant que «les prix aujourd'hui seraient très très bas, donc je pense que nous avons eu un impact même si nous n'avons pas réussi à stabiliser les cours».

La chute des cours, une fatalité ?

Cela noté, les cours, escomptés atteindre les 75-80 dollars, sont-ils pourtant condamnés à subir cette dégringolade qui n'arrange en aucune manière les intérêts tant des pays producteurs que ceux des pays consommateurs ? Une chute des cours de

l'ordre de 77% depuis leurs records estivaux à 147,50 dollars. Oui, la fatalité continuera à peser sur les cours si la récession qui frappe de plus en plus les Etats-Unis perdure, malgré l'engagement potentiel d'un plan de relance, estimé à plus de 800 milliards de dollars, voire 1000 milliards de dollars, par la nouvelle administration américaine de Barack Hussein Obama qui prendra ses fonctions le 20 janvier 2009.

Et si le secteur automobile américain, annoncé en faillite, ne se redresse pas.

Notamment grâce aux 17,4 milliards de dollars pouvant être alloués aux constructeurs en contrepartie de leur restructuration au 31 mars 2009, comme l'administration américaine sortante de George Walker Bush vient de proposer.

Oui, si aussi...

Mais aussi si la récession économique atteint durement les économies émergentes, la Chine par exemple où la croissance attendue en 2009 serait seulement de 6,5%.

Et également si les stocks de pétrole, excédentaires de 5 cinq jours (représentant plus de 80 millions de barils), ne seront pas effectivement absorbés, et que le marché pétrolier reste indifférent aux efforts de l'Opep.

Voire, que cette organisation soit gênée par les démarches autarciques de certains pays producteurs non Opep (la Norvège, le Mexique et même la Russie).

L'incertitude demeure

Cela étant, l'Opep, dont la prochaine réunion ordinaire est attendue le 15 mars 2009 à Vienne en Autriche, n'écartera pas cependant de se réunir avant, peut-être en janvier. Mais jusqu'à là, l'incertitude demeure.

En fait, l'équation à résoudre dépend de plusieurs variables : la capacité de l'Opep à respecter son engagement, une solidarité plus active que velléitaire ou hostile des pays non Opep, la bonne perception du marché, la mise en œuvre d'un plan de relance aux Etats-Unis, ainsi que des fondamentaux en équilibre (une offre moins excédentaire et une demande davantage stimulée).

Sinon, l'hypothèse d'un baril à 10 dollars, une situation déjà vécue par le passé, ne serait pas illusoire en 2009. Wait and see.

C. B.